

11 avril 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations culturelles, politiques et économiques franco-suédoises, et la préparation de la présidence française et suédoise de l'Union européenne, notamment les dossiers de la réforme des institutions communautaires préalable à l'élargissement européen, Stockholm le 11 avril 2000.

Madame la Présidente,
Monsieur le Premier ministre, cher Ami,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et messieurs les Parlementaires,

Je voudrais d'abord vous remercier, Madame la Présidente, pour votre accueil, pour vos paroles pleines d'une chaleureuse amitié. Et croyez que c'est une amitié, dans mon coeur, réciproque à l'égard de votre pays et de ses représentants. Je ressens avec une émotion particulière l'honneur d'être le premier président de la République française invité à s'adresser au Riksdag, l'un des plus anciens parlements du monde, et, à travers ses représentants, au peuple suédois tout entier. Je veux y voir le signe de l'amitié entre deux pays qui vont, l'un après l'autre, assurer la présidence de l'Union européenne.

Cette Europe fut longtemps le champ de bataille de nos vieilles nations. Leur longue et solide alliance, Suédois et Français l'ont scellée aux heures terribles de la guerre de Trente ans. Frères d'armes, Suédois et Français le furent souvent par la suite. Je pense aux nombreux officiers français tombés à vos côtés, sur la Duna, devant Copenhague et à Narva. Je pense aux vôtres, se battant dans nos rangs pour l'indépendance américaine. Je pense aux heures glorieuses du Royal Suédois, prestigieux régiment qui porta haut les couleurs de la France. Jusqu'aux campagnes de la Révolution française et de l'Empire qui allaient bouleverser l'Europe et aussi notre relation.

Par une ironie de l'Histoire, c'est l'accession au Trône de Suède du maréchal Bernadotte, sa passion pour l'indépendance de sa nouvelle patrie et sa politique de neutralité, qui devaient éloigner Stockholm et Paris pendant près de deux siècles. C'est l'Histoire.

Mais notre dialogue au plus haut niveau de l'esprit et de l'art, ouvert en 1649 par la venue de Descartes en Suède, à l'invitation de la Reine Christine, s'est, lui, heureusement poursuivi. Et avec quelle vigueur ! L'un de vos plus prestigieux édifices, la Maison de la noblesse, à laquelle ont travaillé conjointement Suédois et Français, témoigne, à quelques pas d'ici, de cette relation, qui n'a cessé de s'enrichir au fil des temps. Relation privilégiée incarnée avec éclat par la haute figure du roi Gustave III, ses nombreux et fameux séjours chez nous et ses amitiés avec tout ce que la France d'alors comptait de savants et d'artistes.

Plus près de nous, je pense aux grands noms de votre littérature : August Strindberg, Selma Lagerlöf, Stig Dagerman et tant d'autres, qui ont rencontré en France un large, très large public, et qui ont influencé la création littéraire et théâtrale française. Je pense aussi bien sûr à l'œuvre

et qui ont influencé la création littéraire et théâtrale française. Je pense aussi bien sûr à l'œuvre magistrale d'Ingmar Bergman qui a si profondément marqué le cinéma, en particulier le cinéma français, et qui a donné naissance à toute une génération de metteurs en scène suédois.

Ces trente dernières années, grâce à la télévision, au développement des voyages, à l'émergence d'une économie mondiale, les Français ont découvert le mode de vie des Suédois. Ils ont applaudi à votre modèle de promotion du sport et aux exploits des grands champions qui en sont issus. Ils ont fredonné les succès universels de la variété populaire suédoise.

Ils ont découvert un pays qui a su concilier performances économiques et préoccupations sociales. Marqué par une forte culture de la médiation et de la concertation, un haut niveau de formation et de connaissance, la fidélité aux traditions dans une ouverture résolue au monde.

En même temps, vos compatriotes commençaient à se faire une idée nouvelle de mon pays. La France qui, en une génération, a beaucoup changé. Où la décentralisation, les privatisations ont progressivement modifié les habitudes, cette culture du "tout-Etat" qui marquait naguère encore les institutions et la vie françaises et qui parfois était critiquée à l'étranger. La France que l'on a cru longtemps, ici comme dans toute cette région du nord de l'Europe, protectionniste, repliée sur elle-même, alors même qu'elle s'adaptait et réussissait son ouverture sur l'Europe et le monde. La France qui a encouragé une véritable mutation dans la vie de ses entreprises, en suscitant avec succès fusions et coopérations internationales.

La France qui est aujourd'hui la 4ème puissance économique du monde, le 4ème exportateur, le 2ème pour les services et le 1er pour les produits agricoles transformés. 3ème destination des investissements internationaux, elle se situe chaque année dans le peloton de tête des grands investisseurs mondiaux.

Mais surtout, la France qui est membre avec vous de l'ensemble économique le plus puissant et le plus ouvert du monde : l'Union européenne.

Il y a bientôt quarante ans, recevant à Paris le roi Gustave VI Adolphe, le général de Gaulle invitait déjà la Suède à rejoindre l'Europe en construction, invitation amicale bien sûr. "Cet ensemble, affirmait-il, qui entreprend son union politique et où la Suède a évidemment toute sa place".

Votre entrée, le 1er janvier 1995, a marqué le renforcement spectaculaire de nos échanges, de nos relations et, je dirai, de notre amitié. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En cinq ans, notre commerce et nos investissements ont doublé, performance exceptionnelle. Nos échanges humains ont connu une très forte accélération. Aujourd'hui, plus de 3000 jeunes Suédois étudient en France tandis que vos universités, vos écoles, vos laboratoires accueillent 800 des nôtres, dans le cadre d'accords de partenariat de plus en plus nombreux et de plus en plus ambitieux, comme j'ai pu le remarquer hier à l'université.

Notre dialogue politique bien sûr a pris un tour nouveau. Nos deux pays, qui se sont longtemps respectés, mais, disons les choses, plus ou moins ignorés, nos deux pays, qui ont désormais destins liés dans l'Europe, ont noué une concertation étroite et, je dirai, aujourd'hui confiante, confortée par une même vision de l'Europe, celle de deux pays qui ont un profond respect et un attachement pour leur propre identité et qui entendent la voir confirmer et conforter dans l'ensemble européen qui assure la cohérence du monde de demain.

L'Union européenne, ses pères fondateurs l'ont imaginée au lendemain d'affrontements meurtriers dont nos peuples ne voulaient plus. C'est le génie de l'Europe que d'avoir rendu impossible la guerre entre des nations qui n'avaient cessé de se déchirer tout au long des siècles. La dynamique communautaire a magistralement joué son rôle en faveur de la démocratie et de la paix. Depuis la chute du Mur de Berlin, notre Union, par l'attraction qu'elle exerce, est devenue le principal facteur de stabilité en Europe centrale et orientale. Elle est un exemple pour les pays candidats à l'adhésion. Elle les encourage avec succès à surmonter les querelles héritées de l'Histoire. Et s'agissant de l'élargissement, la Suède et la France partagent les mêmes sentiments.

L'Europe, pour enraciner la démocratie et la paix, mais l'Europe aussi pour demeurer soi-même dans le grand courant d'échanges qui marque notre temps.

La globalisation des marchés a favorisé l'accession à la croissance de nombreux pays. Et nous,

Européens, qui nous y sommes pleinement engagés, renouons avec une expansion forte. Oui, la mondialisation est une chance pour nos économies et nos sociétés. Mais elle n'est pas sans risques pour nos traditions, nos cultures, nos modes de vie.

Je sais que les Suédois sont soucieux de maintenir leur modèle qui, comme le nôtre, est une variante du "modèle européen".

Nos pays sont parvenus, au long de leur histoire, à développer une personnalité qui leur est propre, chacun avec son caractère, ses traditions, ses particularismes. Cette pratique des peuples, qui garantit leur cohésion, cette diversité qui est une grande richesse pour l'Union, l'Europe doit s'attacher à les préserver. Chacune de nos nations doit y veiller.

Et ensemble, en nous appuyant sur une Europe forte, nous devons être capables de peser sur l'évolution du monde. De défendre une vision humaniste, d'ancrer la paix, de promouvoir la démocratie et de défendre les Droits de l'Homme, partout où cela s'avère nécessaire, de prendre conscience de l'urgence qu'il y a à avoir une véritable politique de protection de notre environnement.

Madame la Présidente,

Mesdames et messieurs,

Vous le savez, à partir du 1er juillet prochain, la France assumera la présidence de l'Union européenne. Et c'est la Suède qui lui succédera au 1er janvier 2001. En venant ici, chez vous, j'ai souhaité vous faire part de mes priorités pour l'Europe et son avenir. Evoquer nos convergences et insister sur la continuité de nos deux présidences.

L'Europe est aujourd'hui la première puissance économique et commerciale de la planète. Elle a su conquérir les marchés. Elle a les hommes et les savoirs de la croissance.

Cette position, nous entendons la renforcer encore. Depuis plus d'un an, l'euro s'est imposé à l'égal du dollar comme l'autre grande devise d'échanges dans le monde.

La Suède a ouvert sur cette question un débat national dans lequel, naturellement, je ne souhaite pas m'immiscer. Mais je me rappelle les longues et difficiles discussions qui, chez nous, en France, ont préparé notre participation à l'euro. J'ai la conviction que nous avons fait le bon choix, pour ce qui nous concerne. L'euro est un formidable facteur de stabilité, c'est un moteur des échanges et il contribue à ancrer le projet européen dans la vie quotidienne de nos concitoyens.

Et maintenant, l'Europe fait avec détermination le pari de la "nouvelle économie". La Suède nous a montré la voie, la première. Le Conseil européen qui vient de se réunir à Lisbonne s'est fixé un objectif ambitieux : une véritable activité pour chaque Européen dans les prochaines années, grâce au choix de l'innovation. Lisbonne a pour ce faire arrêté un programme d'actions. Il appartiendra à nos présidences, française et suédoise, après la présidence portugaise, de l'engager, ce programme, avec détermination.

Depuis cinquante ans l'Europe a su relever beaucoup de défis. Elle doit maintenant faire face au plus formidable d'entre eux, celui de l'élargissement. Elle doit préparer, à terme, l'intégration progressive de quelques 200 millions d'hommes et de femmes appartenant à plus de pays que l'Union n'en compte aujourd'hui ! Comment ferons-nous vivre demain une communauté de peuples aussi différents par leur niveau de vie mais aussi par leur culture et par leur histoire ?

La Suède aura un rôle éminent à jouer pendant sa présidence pour que ce processus d'élargissement progresse de façon harmonieuse. Elle dispose pour cela d'atouts précieux. Elle a tissé des liens très forts avec beaucoup de pays candidats. Je pense bien sûr à la Pologne mais aussi à l'Estonie, qui négocient depuis deux ans les conditions de leur adhésion. Je pense à la Lettonie, à la Lituanie qui viennent d'engager leurs pourparlers.

Mais avant d'ouvrir sa porte, l'Union doit réformer ses institutions. Elle doit les adapter de façon à ce que son mode de fonctionnement puisse garder toute son efficacité d'action. C'est à cette condition qu'elle pourra harmonieusement progresser. Aussi la France ne ménagera pas ses efforts pour conclure, sous sa présidence, la Conférence intergouvernementale sur la réforme des institutions.

Nous devons avancer aussi dans la voie de la transparence, de la responsabilité et de la

subsidiarité. Comme vous, nous souhaitons renforcer la légitimité démocratique des institutions de l'Union, la rapprocher des citoyens pour rallier leur cœur.

L'Europe, nos peuples considèrent qu'elle ne s'occupe pas assez de leur vie quotidienne et de leurs problèmes, des grands fléaux comme le chômage, l'exclusion, la drogue, le crime, les atteintes à l'environnement. Ce message, nous l'entendons de plus en plus fortement exprimé et nous devons mieux y répondre.

Le chômage, l'exclusion. A Lisbonne, l'Union européenne s'est saisie de ces problèmes. Elle s'est engagée à préserver son modèle social qui est une force pour l'Europe et pour nos peuples, une force économique, mais aussi une force sociale et, plus encore, une force morale. Pour le développer encore, la France a proposé l'adoption d'un agenda social qu'elle entend mener à bien sous sa présidence. Et nous souhaitons naturellement l'aide de la Suède à cet égard.

La lutte contre la criminalité et le trafic de drogue. Elle est désormais au cœur de cette Europe de la coopération judiciaire et policière dont nos citoyens nous pressent d'accélérer la mise en place. Quant à l'environnement, grand souci pour la Suède, partagé par la France, il constitue une ardente obligation. Il y a trois mois, les côtes françaises ont été à nouveau souillées par la marée noire. Une marée noire encore causée par la négligence humaine. La France, relayée par la Commission européenne, vient de formuler un certain nombre de propositions pour que cette catastrophe, qui a profondément marqué les consciences dans mon pays, ne se répète pas. Elle en appelle à la solidarité de ses partenaires européens pour que ces propositions aboutissent rapidement.

Plus largement, nous sommes arrivés à un moment de l'histoire de l'humanité où l'on peut réellement s'interroger sur la capacité de la nature à se régénérer au fur et à mesure des attaques dont elle est l'objet par l'activité humaine. Je crois que nous sommes tout à fait aux limites. Je suis heureux que la Suède ait décidé que, pour sa présidence, l'une de ses priorités sera de faire en sorte qu'on engage une action forte, déterminée et courageuse pour lutter contre toutes les atteintes portées à l'environnement. Et la Suède sait aujourd'hui, je le confirmais encore hier à son Premier ministre, que la France la soutiendra sans réserves dans l'action qu'elle mènera à ce sujet.

Je pense aussi à la sécurité des aliments, pour laquelle des actions à l'échelle européenne sont nécessaires, notamment la création d'une autorité alimentaire européenne. Nous ne devons pas agir à la légère. Nous devons nous entourer de toutes les garanties. C'est la santé de nos citoyens qui est en jeu, et il y va de la crédibilité de nos institutions européennes !

Cela fait bien des sujets. Et, vous l'observerez, bien des sujets de convergences dans les préoccupations de nos deux pays.

Il en va de même aux yeux de notre jeunesse. C'est elle qui va faire vivre et grandir l'Europe. C'est elle qui va forger cette identité qui donnera tout son sens à notre entreprise. Déjà, nos jeunes ont spontanément élargi leurs frontières au continent tout entier. Il n'y a pas de contradiction entre le respect de l'identité de chaque peuple, de chaque nation, de sa culture, de ses traditions, et l'élargissement de l'ensemble de la vocation culturelle à un continent.

J'ai rencontré hier, à l'université de Stockholm, quelques-uns de ces étudiants suédois et français qui, en travaillant ensemble, renouent avec l'Europe d'antan, l'Europe humaniste, cette Europe sans frontières que parcouraient jadis les jeunes clercs, d'Uppsala jusqu'à Bologne, d'Heidelberg jusqu'à Cracovie, pour y répandre les idées nouvelles de liberté, de raison et de science. C'est comme cela que s'affirmera notre conscience européenne. En bâtissant l'Europe de la jeunesse et des universités, l'Europe de la rencontre et de l'émulation.

Mais aussi en cultivant les valeurs qui nous rassemblent.

Notre Union vit un moment difficile avec l'entrée d'un parti politique extrémiste et xénophobe dans le gouvernement de l'un des siens. Face à cette tentation de l'intolérance et du repli, qui peut naître et se développer à tout moment et partout, la France a connu cette expérience, face à cela, nous devons être très fermes. User de persuasion mais exiger aussi le respect absolu de l'éthique qui fonde l'Union. Voilà pourquoi la France fera de la proclamation de la Charte des droits fondamentaux l'un des objectifs de sa présidence. Et nous devons sans cesse rappeler l'histoire, entretenir et transmettre le mémoire des souffrances que l'homme peut infliger à

l'histoire, entretenir et transmettre la mémoire des souffrances que l'homme peut infliger à l'homme. Je veux saluer ici l'engagement de votre pays dans ce nécessaire travail de mémoire, dont a témoigné le Forum international sur l'Holocauste organisé en janvier dernier à Stockholm et où la France était représentée par son Premier ministre.

Ses valeurs, l'Union doit les promouvoir sur la scène internationale. Elle doit être capable d'apporter toute sa contribution à l'émergence d'un monde plus juste et plus solidaire. A cette tribune, je veux rendre hommage à la Suède, pionnière et militante de la solidarité entre pays riches et pauvres et qui reste, avec la France, l'un des premiers donateurs d'aide publique au développement. Cette Suède qui est le seul pays du monde à consacrer, comme tous les pays s'y étaient engagés il y a vingt ou trente ans, 0,7% de son produit intérieur brut à l'aide publique au développement, donnant ainsi une magnifique image de la solidarité internationale.

Enfin, notre Union doit jouer tout son rôle pour ramener la paix là où elle est menacée et, pour cela, elle doit progresser dans la voie d'une politique étrangère, de sécurité et de défense commune. Depuis un an, depuis la tragédie du Kosovo qui en a cruellement souligné l'urgence, nous avons parcouru un chemin considérable.

Je sais les débats que suscite chez vous cette question. Je sais l'attachement des Suédois à leur neutralité. Bien entendu, je respecte cet attachement. Dans le même temps, votre pays, patrie d'Alfred Nobel et de Dag Hammarskjöld, a toujours été à la pointe du combat pour la paix. C'est la même ambition qui est au cœur du projet européen de défense. Aussi votre adhésion réfléchie à ce projet me paraît essentielle. Je suis heureux que, grâce à la discussion, nos points de vues puissent commencer à se rapprocher. Il n'y a aucune contradiction entre ma vision des choses, la vision française des choses, et la vision suédoise. Aucune, notamment pour ce qui concerne sa propre tradition.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les tâches auxquelles Suédois et Français doivent s'atteler. Nos priorités, vous l'aurez observé se rejoignent.

L'Union européenne, pour progresser, a besoin d'une relation franco-suédoise confiante. C'est vrai sur le long terme, c'est encore plus vrai aujourd'hui en raison de l'articulation de nos deux présidences qui devront être cohérentes et donc forcément solidaires, s'appuyant l'une contre l'autre et se comprenant. Nous devons préparer étroitement cet événement. J'ai la conviction qu'ensemble, partageant en fait la même vision, poursuivant les mêmes ambitions pour l'Union, animés des mêmes idéaux, nous saurons lui faire franchir de nouvelles étapes à notre Union européenne, dans le respect de ce qui pour nous est essentiel, c'est-à-dire notre propre culture. Nous saurons lui conférer un surcroît d'efficacité, de solidarité, d'identité. Bref, nous saurons la rapprocher de nos peuples.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, je vous remercie.

(source <http://www.diplomatie.gouv.fr>, le 14 avril 2000)